

Analyse Critique Du Système Financier Congolais : Défis, Enjeux Et Perspectives

[A Critical Analysis Of The Congolese Financial System: Challenges, Issues, And Future Prospects.]

SHONGO OMAYEKE Albert¹; KASENDE SHAKO Vincent²; EKOMBA LOHALO Charles³;
LOMEMBE OMOKOKO Marc⁴; MPUTSHU BONYOMA Francis⁵; DIKOH ONOMBA Louise⁶

¹ l'Institut Supérieur Pédagogique de LUBEFU

² L'Université Notre-Dame de TSHUMBE

³ L'Université Notre-Dame de TSHUMBE

⁴ Université de Lodja

⁵ Institut Supérieur Pédagogique de Mbandaka

Auteur correspondant : SHONGO OMAYEKE Albert



Résumé : Cet article présente une analyse critique du système financier de la République démocratique du Congo, en mettant en lumière ses faiblesses structurelles, ses enjeux économiques et sociaux, ainsi que les perspectives de réformes.

Bien que le pays dispose d'un potentiel économique important, son système financier demeure peu inclusif, faiblement développé et fortement dollarisé. Moins de 15 % de la population adulte est bancarisée et plus de 80 % des transactions financières sont libellées en dollars américains, ce qui limite l'efficacité de la politique monétaire nationale.

L'étude met en évidence les principaux défis, notamment la faiblesse institutionnelle, la prédominance de l'économie informelle, la faible intermédiation financière et la dépendance aux financements extérieurs.

Elle propose des pistes de réforme telles que le renforcement de la régulation, la promotion de l'inclusion financière numérique, la relance du marché des capitaux, la dé-dollarisation progressive, l'éducation financière, la prise en compte des anticipations, les partenariats public-privé et l'intégration régionale. La modernisation du système financier congolais apparaît essentielle pour assurer la stabilité macroéconomique, la souveraineté monétaire et une croissance durable et inclusive.

Mots-clés : système financier, dollarisation, inclusion financière, stabilité macroéconomique, République démocratique du Congo.

Abstract: This article provides a critical analysis of the financial system of the Democratic Republic of Congo, highlighting its structural weaknesses, key economic and social challenges, and prospects for reform.

Despite substantial economic potential, the country's financial system remains underdeveloped, weakly inclusive, and highly dollarized. Less than 15% of the adult population has access to formal banking services, and over 80% of financial transactions are denominated in US dollars, undermining the effectiveness of national monetary policy.

The study identifies major obstacles, including institutional weaknesses, the predominance of the informal economy, low financial intermediation, and dependence on external financing.

It proposes reform strategies such as strengthening financial regulation and supervision, promoting digital financial inclusion, revitalizing the capital market, implementing a gradual de-dollarization strategy, enhancing financial literacy, integrating expectations into financial policy, fostering public-private partnerships, and strengthening regional integration. Modernizing the Congolese financial system is essential to ensure macroeconomic stability, restore monetary sovereignty, and achieve inclusive and sustainable economic growth.

Keywords: Financial system, dollarization, financial inclusion, macroeconomic stability, DRC

I. INTRODUCTION

Le système financier joue un rôle fondamental dans le développement économique d'un pays permettant de canaliser l'épargne vers l'investissement, de financer les agents économiques, de faciliter les paiements et de stabiliser l'économie par des politiques monétaires appropriées.

Selon Mishkin (2019), un système financier efficace est un moteur de croissance économique, d'innovation et de réduction de la pauvreté.

En République Démocratique du Congo (RDC), ce rôle est encore loin d'être pleinement assuré. Malgré un potentiel économique immense, notamment en ressources naturelles, le pays dispose d'un système financier fragile, peu inclusif, fortement dollarisé et dominé par l'informel. Seulement environ 15 % de la population adulte accède aux services bancaires formels (FMI, 2023), tandis que plus de 80 % des dépôts et crédits sont libellés en dollars américains (Banque Centrale du Congo [BCC], 2022), compromettant ainsi l'efficacité de la politique monétaire.

L'économie congolaise est également marquée par une faible intermédiation financière, une concentration des banques dans les centres urbains, une confiance limitée dans les institutions bancaires, et une absence quasi-totale de marchés de capitaux dynamiques. Ces faiblesses structurelles limitent la capacité du système financier congolais à soutenir une croissance inclusive et résiliente (Banque Mondiale, 2021).

La problématique posée autour de cette recherche reste la suivante : « quels sont les principaux obstacles qui freinent le développement du système financier congolais, et quelles perspectives peuvent être envisagées pour le rendre plus efficace, stable et inclusif ? »

L'objectif de cet article est de faire une analyse critique du système financier congolais à travers ses défis actuels, ses enjeux économiques et sociaux, et les perspectives de réforme susceptibles de renforcer sa contribution au développement national.

La démarche adoptée dans cette étude s'appuie sur une revue documentaire et des données issues de rapports officiels, d'études de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Centrale du Congo (BCC) et d'auteurs spécialisés dans la finance en Afrique. Cette approche permettra d'identifier les failles systémiques, d'évaluer les impacts macroéconomiques de la dollarisation et de proposer des pistes concrètes d'amélioration.

La pertinence du sujet est d'autant plus grande que le développement d'un système financier solide est une condition sine qua none pour la souveraineté économique, la réduction de la pauvreté et la croissance durable, particulièrement dans un pays post-conflit comme la RDC.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent article est circonscrit autour de principaux points suivants :

II. REVUE DE LITTÉRATURE

II.1. Définition du système financier

Le système financier englobe les intermédiaires financiers, les marchés et l'ensemble des institutions et des mécanismes institutionnels (réglementations, systèmes de compensation, régime de change, etc.) qui rendent possibles l'existence et le bon déroulement des échanges financiers à travers le monde (Etienne G. HARB et al. 2014)

II.2. Fonctions du système financier

On attribue généralement au système financier une finalité première, celle de l'allocation efficace des ressources ; finalité assurée par 6 grandes fonctions jugées stables dans le temps et dans l'espace (Bodie et Merton, 2011) :

II.2.1. Fournir et gérer un système de paiement et de compensation : le système financier fournit un dispositif de paiement efficace pour faciliter l'échange des biens, des services et des actifs via la mise en circulation d'instruments de paiement, la convertibilité des monnaies, la gestion des moyens de paiement (c'est le rôle clé des banques) et les systèmes de compensation interbancaires.

II.2.2. Collecter de l'épargne pour financer des investissements de grande taille : le système financier offre des mécanismes permettant de collecter l'épargne des ménages pour en faire des ressources en capital utilisables par les entreprises pour se développer. Ce sont les banques, les intermédiaires et les marchés qui remplissent cette fonction de mise en commun de fonds des investisseurs.

II.2.3. Transférer les ressources économiques à travers l'espace et le temps : le système financier permet le transfert des ressources économiques à travers le monde (mobilité internationale des capitaux), entre les agents économiques et dans le temps.

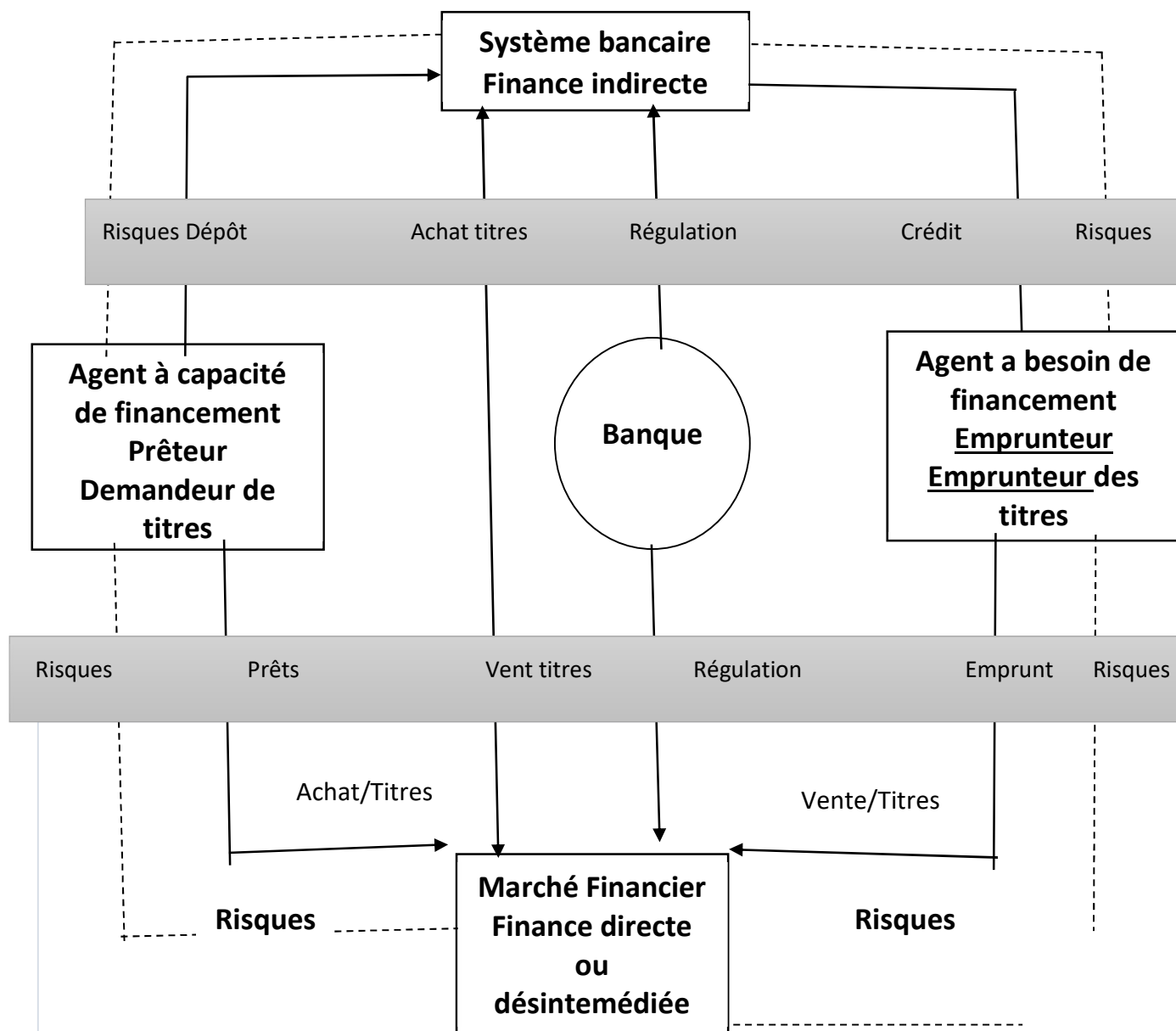
II.2.4. Offrir des instruments de gestion des risques financiers : Outre des fonds, le système financier transfère aussi des risques (exemples : un contrat d'assurance transfère le risque sur la compagnie d'assurance ; les actionnaires et les créanciers supportent le risque de faillite de l'entreprise dans laquelle ils ont investi ; tous les produits dérivés sont des instruments de transfert des risques d'un agent à un autre.

II.2.5. Produire des informations qui facilitent la prise de décision économique et financière : le système financier produit de l'information dont les agents qui ont besoin pour prendre leurs décisions : prix des actifs financiers, taux d'intérêt, taux de change, informations livrées par les banques et les agences de notation, etc.

II.2.6. Proposer des solutions pour réduire l'asymétrie d'information et les conflits d'agence : le système financier donne les moyens de réduire l'asymétrie d'information relative, par exemple, à la solvabilité de l'emprunteur et à l'usage qu'il fait des fonds prêtés via différents outils tels que les prises de participation, les contrats de prêt incitatifs, le cautionnement, etc. ; ils cherchent aussi à limiter les conflits d'agence entre les actionnaires et les dirigeants au travers de dispositifs comme les rémunérations indexées sur la performance de l'entreprise (stocks options).

II.3. Schéma conceptuel du système financier

Quant au Professeur MUKUNDI NYEMBO K. E. (2022), le système financier s'inscrit dans la logique de la cohérence et de l'interdépendance interne qui caractérisent les éléments qui le composent ; les cas échéants, les structures de la finance intermédiée, les institutions monétaires et non monétaires, ainsi que celles de la finance directe ou désintermédiée, les marchés de titres de créances et ceux de propriété. Ci-dessous le schéma représentatif du système financier ou la circulation de la liquidité et les risques qui en découlent, au sein d'une économie.



II.4. Système financier support de l'économie

Nous référent toujours aux écrits du professeur MUKUNDI NYEMBO KAHUMBA Emmanuel (2022), l'un des principaux intérêts du système financier, à l'instar du modèle J.G. GURLEY et al., paru en 1960 tout comme ceux d'autres après, consiste à montrer que les opérations réelles que sont les consommations, les investissements et les dépenses publiques ont comme support les opérations de financement, les prêts, les emprunts, les endettements et la création de la monnaie.

Le système financier occupe une place centrale et/ou de choix dans le fonctionnement, la croissance et la stabilité de toute activité économique.

Etant considéré comme le poumon de l'économie, il assure la mise en relation entre l'épargne et l'investissement, soutient la production et l'emploi, et garantit une circulation saine de la monnaie.

Toutefois, un système financier performant est donc indispensable pour un développement économique durable.

II.5. Système financier et stabilité financière

La banque centrale européenne définit la stabilité financière comme étant une condition dans laquelle le système financier est capable de résister à tout choc externe ainsi que d'avoir la capacité de réduire toute perturbation de l'intermédiaire financière qui est suffisamment grave pour nuire à la bonne allocation de l'épargne à des investissements rentables (BCE, 2012).

Un système financier relativement stable est capable d'allouer efficacement les ressources, d'évaluer et de gérer les risques financiers, de maintenir des niveaux d'emploi proches du taux naturel de l'économie et d'éliminer les mouvements relatifs des prises des actifs réels ou financiers qui affectent la stabilité monétaire ou les niveaux d'emplois.(Florent et al. 2024)

La stabilité financière est la clé d'une croissance économique durable, car la plupart des transactions dans le secteur réel sont effectués par le biais du système financier.(Florent et al. 2024)

A la suite de cette synthèse de la littérature relative au système financier de manière générale, il convient à présent de passer en revue le système financier concerné par notre analyse.

III. SYSTEME FINANCIER CONGOLAIS

III. 1. Définition

Comme définit précédemment, le système financier désigne l'ensemble des institutions, marchés et instruments qui facilitent la mobilisation de l'épargne, son allocation à l'investissement productif, la gestion des paiements et des risques (Mishkin, 2019). En République Démocratique du Congo (RDC), ce système reste peu profond, peu inclusif et fortement dollarisé.

III. 2. Composantes du système financier congolais

III.2.1. La Banque Centrale du Congo (BCC)

- Elle joue le rôle de régulateur, supervise les banques et les institutions financières.
- Elle définit la politique monétaire et assure la stabilité des prix.
- Elle reste l'unique autorité monétaire en République Démocratique du Congo.

Considérée comme la banque des banques, elle détient les dépôts d'autres banques et les refinance par le réescompte de leurs effets publics et de commerce ou par une action directe sur le marché monétaire.

III.2.2. Les banques commerciales

En RDC, l'on constate ce qui suit :

- Environ 15 banques agréées (ex : Rawbank, TMB, EquityBCDC...).
- Forte concentration à Kinshasa ; accès limité en zones rurales.
- Les crédits bancaires sont souvent à court terme, et en dollar américain.

III.2.3. Les institutions de microfinance (IMF)

La microfinance est un secteur bien longtemps qualifié de finance informelle ou de branche financière de l'économie informelle, alors que par définition, l'expression « finance informelle » met l'accent sur l'absence de forme. Ce sont des pratiques d'épargne et de crédit qui ne sont obligées de respecter un cadre ou un schéma fixe. Elles sont caractérisées par les traits suivants :

- Elles ciblent les populations exclues du système bancaire classique.
- Elles font face à des problèmes de solvabilité, de gouvernance et de couverture géographique.

Toutefois, un strict distinguo mérite d'être entre ces deux notions : la finance informelle et la microfinance. La première laisse plus de place à l'épargne alors que le second (microfinance ou microcrédit), l'épargne, l'assurance et le transfert deviennent plus importants ou des opérations essentielles de l'institution.

III.2.4. Les coopératives d'épargne et de crédit

- Forme communautaire de financement, souvent en milieu rural.
- Elles tâchent plus d'importance pour les petits producteurs et commerçants.

III.2.5. Les systèmes financiers numériques

- Le mobile money (Airtel Money, Orange Money, etc.) est en plein essor au jour d'aujourd'hui en RDC.
- Il pallie l'absence d'agences bancaires dans plusieurs territoires surtout en milieu rural.

III.2.6. Le marché financier

Pour rappel, le marché est un lieu virtuel sur lequel sont émis et échangés des titres ou des produits financiers (actions, obligations ou produits dérivés). On retrouve ici le fonctionnement « normal » de tout marché, lieu d'échange où sont confrontées une offre et une demande en fonction d'un prix : si la demande du produit financier augmente, son prix augmente ; si la demande du produit financier baisse, son prix baisse (Etienne G. HARB et al., 2014). Dans le cadre de la RDC, le constat fait est qu'il y a une quasi-absence d'un marché financier caractérisé par les traits suivants :

- Pas de bourse de valeurs active.
- Le marché monétaire (bons et obligations du Trésor) est peu profond.
- Le secteur privé accède difficilement à des financements longs.

III. 3. Défis et enjeux du système financier congolais

III.3.1. Défis et enjeux du système financier congolais

Le système financier congolais se caractérise par de multiples faiblesses structurelles qui entravent son efficacité. Ces défis sont d'ordre institutionnel, monétaire, technologique et social.

III.3.1.1. Faible taux de bancarisation

Le taux de bancarisation en RDC reste l'un des plus faibles d'Afrique subsaharienne. Selon le FMI (2023), moins de 15 % de la population adulte a accès à un compte bancaire formel. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : la faible densité du réseau bancaire, surtout en milieu rural ; les coûts élevés des services bancaires ; le manque d'éducation financière ; et la méfiance historique de la population envers les institutions financières.

En dehors des grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi, l'accès aux services financiers est quasi inexistant. Cette exclusion limite non seulement la capacité de mobilisation de l'épargne, mais aussi la distribution du crédit.

III.3.1.2. Dollarisation excessive

La dollarisation est l'un des phénomènes les plus marquants du système financier congolais. Elle est apparue dans les années 1990, en réponse à une hyperinflation chronique et à une instabilité macroéconomique prolongée (Kankwenda, 2004). Aujourd'hui, environ 90 % des dépôts bancaires et des crédits sont libellés en dollars américains (BCC, 2022).

Cette situation fragilise la souveraineté monétaire du pays, car la Banque Centrale du Congo perd une grande partie de son levier de politique monétaire. De plus, l'économie devient vulnérable aux fluctuations du dollar, entraînant une instabilité des prix en francs congolais.

III.3.1.3. Faiblesses institutionnelles

La gouvernance du secteur financier souffre d'un déficit de régulation et de supervision efficace. Malgré des réformes initiées au sein de la BCC, le système bancaire congolais reste peu transparent. Certains établissements fonctionnent avec des niveaux de fonds propres insuffisants et ne respectent pas toujours les normes de solvabilité (FMI, 2021).

Le manque de confiance dans la justice et la corruption dans les procédures financières contribuent également à décourager l'investissement privé formel.

III.3.1.4. Prédominance de l'économie informelle

L'économie informelle représente plus de 60 % du PIB en RDC (Banque Africaine de Développement, 2020). Cette informalité réduit considérablement l'assiette fiscale et la capacité de l'État à utiliser le système financier comme vecteur de développement. De plus, l'épargne et les transactions se font hors du circuit bancaire, ce qui limite la capacité d'intermédiation financière.

III.3.2. Enjeux économiques et sociaux

III.3.2.1. Accès limité au financement productif

Le crédit bancaire reste très orienté vers le commerce et les services urbains, au détriment de secteurs structurants comme l'agriculture, l'industrie ou les petites et moyennes entreprises (PME) rurales. Moins de 10 % du portefeuille de crédit des banques est destiné à l'investissement productif (Banque Mondiale, 2021).

Cette situation freine la création d'emplois durables et l'industrialisation, maintenant le pays dans une économie extractive et peu diversifiée.

III.3.2.2. Faible mobilisation de l'épargne intérieure

Le taux d'épargne formelle est très bas en République démocratique du Congo. La méfiance vis-à-vis des institutions financières et l'instabilité monétaire poussent les ménages à épargner en devises ou en nature. Le manque de produits d'épargne attractifs empêche aussi les banques de constituer une base de ressources suffisante pour financer l'économie à long terme (Ndongala, 2018).

III.3.2.3. Dépendance aux financements extérieurs

Face à l'incapacité du système financier local à mobiliser suffisamment de ressources, l'État congolais recourt souvent à l'aide extérieure, aux prêts concessionnels ou aux marchés financiers internationaux. Cette dépendance réduit l'autonomie budgétaire et expose le pays aux pressions des bailleurs.

III. 3.2.4. Vulnérabilité aux chocs externes

La forte dollarisation, la faiblesse des amortisseurs financiers et l'absence de marchés de couverture rendent le système congolais très sensible aux chocs externes, notamment les variations des cours des matières premières, les crises monétaires internationales ou les restrictions de financement.

Au regard des défis majeurs et enjeux économiques auxquels fait face le système financier congolais, il apparaît indispensable de proposer des pistes de réforme et des solutions concrètes visant à en assurer l'amélioration progressive et la pérennité.

IV. Perspectives de réforme et pistes de solutions

IV.1. Renforcement de la régulation et de la supervision

La première priorité est d'améliorer la régulation bancaire à travers l'application stricte des normes prudentielles (Bâle II/III), le renforcement des contrôles internes, et l'assainissement du portefeuille des banques. La Banque Centrale du Congo devrait aussi se doter de moyens d'inspection modernes, indépendants et transparents.

Il s'agit de renforcer aussi le contrôle contre l'informalité du système qui est surtout source de spéculation en matière du taux de change. Ceci passe par l'amélioration du cadre réglementaire et de supervision pour intégrer et contrôler progressivement les acteurs informels notamment les changeurs ambulants.

IV.2. Garantie de l'inclusion financière

Généralement, dans les pays en développement qui adoptent un système d'économie mixte où l'investissement et l'initiative privée sont significatifs, le secteur financier joue un rôle dominant au sein d'un système de « financement inclusif » accessible à tous, en orientant le crédit à des taux d'intérêts raisonnables vers les agents et entités concernés, afin de garantir un certain équilibre dans le déboursement des crédits entre les zones urbaines et rurales (ILUNGA BAKAJIKA A., 2022).

Notons ici que le renforcement de l'inclusion financière par le développement des services bancaires mobiles et des institutions de microfinance adaptées aux besoins des populations rurales représentent un atout majeur, surtout avec les services financiers numériques qui offrent une opportunité pour élargir l'accès aux services financiers. Ces solutions des portefeuilles mobiles (M-Pesa, Airtel Money, Orange Money...) permettent aux populations non bancarisées d'effectuer des paiements, d'épargner et d'accéder au microcrédit (GSMA, 2021).

IV.3. Développement du marché des capitaux

Le marché des capitaux congolais est encore à un stade embryonnaire, mais il représente un levier stratégique pour la diversification et la résilience de l'économie nationale. Son développement exige un engagement coordonné entre l'Etat, la Banque Centrale, les entreprises et les acteurs privés afin de créer un écosystème financier moderne, transparent et inclusif.

La relance effective de la Bourse de Valeurs de Kinshasa (BVK) ou encore la transformation de la SOFIDE à une société anonyme de valeur boursière dénommée « Bourse congolaise des valeurs mobilières (BCVM) » tel que proposé par le Professeur Emmanuel MUKUNDI (Kin, 2022) accompagnée d'un cadre réglementaire clair, pourrait ouvrir de nouvelles possibilités de financement à long terme pour les entreprises et les infrastructures.

D'après le même auteur (Emmanuel MUKUNDI N K. ; 2022), cette entreprise boursière sera du capital mixte, dont au plus 40% proviendrait de l'Etat représenté par la Banque Centrale du Congo, le Centre National d'Expertise (CNE) ; les investisseurs institutionnels (SONAS, CNSS, OCPT), et le reste, d'autres personnes morales ou entreprises privées de droit congolais, dont les sociétés d'intermédiation financières.

Une fois lancée, ladite bourse devra être dotée d'un système électronique, et disposer d'un réseau informatique qui permettra aux intervenants du marché de transmettre les ordres de bourse de différentes provinces vers le site central situé à Kinshasa.

A cet effet, le marché financier congolais permettra à toutes les catégories d'institutions financières, proposées dans le cadre de refondation du système d'accomplir efficacement leur mission d'intermédiation financière.

IV.4. Stratégie de dé-dollarisation progressive

La dé-dollarisation ne peut être brutale, mais progressive. Il faudra restaurer la confiance dans le franc congolais par une discipline budgétaire, une politique monétaire crédible, et une stabilité macroéconomique durable (FMI, 2023). Des incitations fiscales et réglementaires peuvent aussi encourager les transactions en monnaie nationale.

En outre, la dé-dollarisation en République démocratique du Congo doit être un processus à la fois technique et politique : elle ne peut réussir que si la Banque Centrale du Congo (BCC) stabilise l'inflation, crée des alternatives pratiques (paiements, crédit) et mène une communication transparente pour regagner la confiance des agents économiques.

Bref, les interventions visibles (vente/achat de devises, plateformes de paiement en CDF, les incitations bancaires et fiscales) doivent être accompagnées d'un effort sur la gouvernance et la sécurité macroéconomique.

IV.5. Promotion de l'éducation financière

L'un des leviers les plus durables reste l'éducation financière. La population doit comprendre les avantages de la bancarisation, les risques liés à l'informel, et les mécanismes de protection financière. Cela passe par des campagnes nationales, des programmes scolaires adaptés et l'implication de la société civile.

Elle permettra non seulement de responsabiliser les citoyens dans la gestion de leurs finances, mais aussi de renforcer leur confiance envers les institutions financières, condition essentielle à la croissance durable du pays.

IV.6. La prise en compte des anticipations dans le secteur financier

De prime à bord, les anticipations sont des prévisions formulées par les agents économiques (ménages, entreprises, banques, Etat) sur l'évolution future des variables macroéconomiques ; autrement dit la manière dont les agents économiques précités anticipent l'avenir et réagissent par rapport à l'incertitude au niveau tant national qu'international en fonction de perturbations exogènes liées à l'environnement économique (Claude SUMATA., 2025)

En effet, le système financier congolais, étant caractérisé par une forte dollarisation, une instabilité monétaire récurrente, une faible intermédiation bancaire et un secteur informel dominant, une méfiance persistante vis-à-vis des institutions financières et la monnaie nationale ; les anticipations jouent un rôle amplificateur ou stabilisateur.

IV.7. Partenariats public-privé

Les partenariats public-privé représente une stratégie clé pour renforcer le système financier congolais en mobilisant les ressources, les compétences et l'innovation du secteur privé au service du développement public. Ceci en stimulant l'investissement, la croissance et l'inclusion économique.

Toutefois, dans un contexte marqué par des déficits budgétaires chroniques, une faible capacité d'investissement public et une demande croissante en infrastructures, les partenariats public-privé offrent une voie pragmatique pour mobiliser les ressources du secteur privé au service du développement national.

Nous référant à la Loi n°18/016 sur les partenariats public-privé du Ministère des Finances RDC, il ressort qu'il y a plusieurs domaines d'application des partenariats public-privé dans le système financier congolais, notamment banque et microfinance ayant comme opportunité co-développement d'agences rurales, plateformes numériques et comme résultat attendu inclusion financière accrue ; infrastructures économiques ayant comme opportunité construction de zones économiques spéciales, port, routes et comme résultat attendu réduction des coûts logistiques ; énergie ayant comme opportunité financement de projets hydroélectriques et solaires avec comme résultat attendu sécurisation de l'approvisionnement énergétique ; télécommunications ayant comme opportunité extension du réseau mobile et internet avec comme résultat accès aux services bancaires numériques ; et enfin l'éducation financière ayant comme opportunité programmes cofinancés avec organisations non gouvernementales et banques et comme résultat attendu meilleure culture financière des citoyens.

IV.8. Intégration régionale : catalyseur du développement financier en RDC

La République démocratique du Congo, en tant que pays au cœur de l'Afrique centrale, bénéficie d'une position géostratégique qui lui permet de jouer un rôle pivot dans les dynamiques régionales. L'intégration régionale vise à renforcer les liens économiques, commerciaux et financiers entre la RDC et ses voisins, notamment au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la SADC et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ([integration-regionale.gouv.cd](https://www.integration-regionale.gouv.cd) ; <https://www.integration-regional.gouv.cd>)

CONCLUSION

L'analyse du système financier congolais met en évidence un paradoxe majeur : un pays doté d'immenses richesses naturelles et d'un potentiel économique considérable, mais dont le système financier reste fragile, peu inclusif et fortement dollarisé. Les défis relevés – faible taux de bancarisation, dollarisation excessive, faiblesses institutionnelles, prédominance de l'informel – traduisent

des obstacles structurels qui freinent la capacité du secteur financier à jouer pleinement son rôle de catalyseur de croissance et de développement. Sur le plan économique et social, les conséquences sont multiples : accès limité au financement productif, faible mobilisation de l'épargne intérieure, dépendance persistante aux financements extérieurs et vulnérabilité accrue aux chocs exogènes. Ces contraintes maintiennent l'économie congolaise dans une trajectoire dominée par les activités extractives, au détriment d'une industrialisation inclusive et durable.

Toutefois, des perspectives de réformes s'esquissent. Le renforcement de la régulation bancaire et de la supervision, le développement de l'inclusion financière par le numérique, la relance du marché des capitaux, la mise en œuvre progressive d'une stratégie de dé-dollarisation, la promotion de l'éducation financière ainsi la prise en compte des anticipations constituent des leviers majeurs pour transformer le système financier.

La réussite de ces réformes dépendra de la volonté politique, de la consolidation institutionnelle et d'une gestion macroéconomique rigoureuse. Plus largement, l'essor du système financier congolais est indissociable d'une vision stratégique de développement national fondée sur la souveraineté économique, la confiance dans les institutions et la participation de l'ensemble des acteurs – État, secteur privé, société civile et partenaires internationaux.

Ainsi, un système financier solide, inclusif et résilient ne constitue pas seulement une exigence technique, mais une condition sine qua non pour bâtir une économie congolaise plus autonome, équitable et prospère.

Référence

- [1] Banque Africaine de Développement (2020). *Rapport sur les perspectives économiques en Afrique – République Démocratique du Congo*. Abidjan : BAD.
- [2] Banque Centrale du Congo (2022). *Rapport annuel*. Kinshasa : BCC.
- [3] Banque Centrale Européenne (2012). *Rapport sur la stabilité financière*. Francfort : BCE.
- [4] Banque Mondiale (2021). *RDC – Diagnostic systémique pays*. Washington DC : Banque Mondiale.
- [5] Bodie, Z., & Merton, R. (2011). *Finance*. Boston : Prentice Hall.
- [6] Claude SUMATA. Séminaire de macroéconomie approfondie, Kinshasa 2025
- [7] Etienne G. Harb, Karam, M., & Ghanem, R. (2014). *Systèmes financiers et croissance économique*. Paris : L'Harmattan.
- [8] Florent, M., Kalala, J., & Mutombo, P. (2024). *Stabilité financière et développement en Afrique centrale*. Kinshasa : Université de Kinshasa.
- [9] FMI (2021). *Rapport sur la stabilité financière en Afrique subsaharienne*. Washington DC : Fonds Monétaire International.
- [10] FMI (2023). *RDC : Consultation au titre de l'article IV*. Washington DC : Fonds Monétaire International.
- [11] GSMA (2021). *Mobile Money Metrics in Sub-Saharan Africa*. Londres : GSMA Association.
- [12] ILUNGA BAKAJIKA A., *Théorie et politique financière* (Août 2022), éd. CRSG/Kin N°19
- [13] Kankwenda, J. (2004). *Économie politique de la RDC : réformes et ajustements*. Paris : L'Harmattan.
- [14] Mishkin, F. (2019). *The Economics of Money, Banking and Financial Markets* (12e éd.). New York : Pearson.
- [16] MUKUNDI NYEMBO KAHUMBA Emmanuel (Mai 2022), *Marché financier : Théories et perspectives pour l'économie congolaise*, éd presses universitaires de Kinshasa

-
- [17] Ndongala, A. (2018). *Dollarisation et politiques monétaires en Afrique centrale : cas de la RDC*. Lubumbashi : Presses Universitaires du Congo.